

## État de la nationale 1/PK 27-PK 80

# La galère en attendant la solution des TP...

SCOM

Libreville/Gabon

**DÉCIDÉMENT**, la route nationale 1, notamment le tronçon Pk 27-PK 80 constitue la quadrature du cercle pour le gouvernement, à travers le ministère des Travaux publics (TP).

Mercredi et hier encore, au lieu dit PK 80 il était très difficile, voire impossible de circuler sur une distance de 200 mètres à cause du gigantesque borbier qui interdit tout franchissement de cette zone. Il faut d'ailleurs dire que l'arrivée de la grande saison des pluies n'est pas



Photo : D.R.

Une vue partielle du blocus, mercredi dernier.



Photo : D.R.

Photo du milieu : Les petits véhicules sont à la peine. Photo de droite : Les mastodontes contribuent à la formation des borbiers.



Photo : D.R.

pour arranger la situation. En effet, la grosse averse qui s'est abattue sur Libreville et l'arrière-pays, mardi dernier, a transformé cette partie du tronçon en une véritable patinoire, bloquant com-

plètement le trafic. Il a fallu attendre le retrait des eaux et l'ensoleillement de la route, pour que les véhicules puissent de nouveau circuler péniblement avec les risques qu'on connaît. Et pour décongestionner

efficacement la voie, et discipliner les usagers de la route, les éléments de la brigade de gendarmerie de Kango-centre ont été appelés à la rescousse. Ce sont ces derniers qui régulent désormais le passage sur le

site, depuis mercredi. En attendant la solution des TP.

Il convient de rappeler que pour prendre la mesure du drame que vivent les usagers de cette voie nationale, le ministère des Travaux publics a été obligé de dépêcher une mission d'experts sur le terrain, en milieu de semaine dernière. Le but est de chercher des solutions en vue de parer au plus pressé. De source informée, il est prévu, de procéder d'urgence, au décapage complet de la zone dégradée, puis à son rechargement en latérite. En attendant les gros travaux de réhabilitation de certaines voies nationales au titre de 2018.

## Brèves

**Cemac/ L'espace économique est sortie de la « zone de risque élevé »**

Après une année 2017 difficile, marquée par une croissance du PIB négative (-0,1%), les économies des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, le Tchad, la RCA et la Guinée équatoriale, sortent peu à peu la tête des eaux troubles.

« Nous sommes sortis de la zone de risque élevé. La situation est bien meilleure, mais les économies restent encore assez fragiles. C'est ce qui justifie d'ailleurs toutes les mesures que nous prenons », a déclaré Abbas Mahamat Tolli, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des six Etats de la Cemac. C'était le 21 mars 2018, à Yaoundé, la capitale camerounaise, au sortir de la première session du Comité de politique monétaire de cette Banque centrale, pour le compte de l'année 2018.

**Maroc/ Le pays investira environ 9000 milliards de francs en cas d'organisation du Mondial 2026**

Le Maroc a annoncé qu'il investira 15,8 milliards de dollars dans des infrastructures s'il remporte le droit d'organiser la Coupe du monde de football 2026. Alors que la candidature conjointe des Etats-Unis, du Canada et du Mexique est donnée favorite pour l'organisation de cet événement, le comité de candidature du Maroc a préparé un dossier qui recense quatorze stades. Casablanca et Marrakech, en auront chacune deux. Un nouveau stade serait construit dans chacune des sept autres villes-hôtes de l'événement, en l'occurrence Rabat, Tanger, Agadir, Meknès, Fès, Tetouan et Ouarzazate. Par ailleurs, cinq stades déjà existant à Marrakech, Agadir, Fès, Rabat et Tanger, bénéficieront d'une rénovation. Enfin, 30 000 chambres d'hôtel supplémentaires seraient créées dans les villes-hôtes pour un investissement de 3,2 milliards de dollars. La Fédération internationale de football (FIFA) désignera le ou les pays hôtes du Mondial 2026, le 13 juin prochain, en marge de l'édition 2018.

Rassemblées par W.N.

## Journée internationale des forêts/Conférences-débats

# Les bienfaits de la foresterie urbaine

JM

Libreville/ Gabon

**L'AUDITORIUM** du ministère des Forêts et de l'Environnement a servi dernièrement de cadre à une série de conférences-débats sur la problématique liée à la foresterie urbaine, en rapport avec la Journée internationale des forêts.

Selon les conférenciers Jean Marie Minko Mi Obame du ministère de la Forêt, et Irina Kouplevatskaya Buttaud, responsable de forêts à la FAO, la foresterie urbaine et périurbaine joue plusieurs rôles et assure de nombreux avantages à la population. En effet, au plan social, la foresterie urbaine amortit les nuisances sonores, capte et filtre les sons, tout en réduisant le stress



Photo : Jean Madouma

Le stand de la radio communautaire à Sibang: l'animateur entouré des élèves des écoles environnantes. Photo de droite : L'assistance lors des conférences-débats, à l'occasion de la journée internationale des forêts.



Photo : Jean Madouma

pour la santé physique et psychique. Elle est éducative par des activités d'interprétation et d'observation. Grâce à la matière ligneuse, on extrait de ces végétaux des propriétés médicinales. Et en plantant les arbres en bordure des routes, on réduit les accidents. Sur le plan écologique, les

arbres améliorent la qualité de l'air en captant le gaz carbonique et en rejetant l'oxygène. Les feuilles interceptent et retiennent des bactéries et les détruisent. En outre, les conférenciers ont fait ressortir que dans les grandes villes occidentales, la foresterie urbaine contribue directement et indirectement à

l'atténuation du changement climatique. « Les mairies qui n'ont pas encore des plans de foresterie urbaine et des ceintures vertes devraient faire plus d'efforts pour intégrer les arbres dans les zones urbaines et périurbaines. Ainsi, à travers l'agenda "Habitat III", les gouvernements doivent s'engager, entre autres, à promouvoir

la création d'espaces verts publics de qualité, sécurisés et inclusifs; à valoriser le patrimoine culturel, tangible et intangible; à soutenir les systèmes territoriaux qui intègrent les fonctions urbaines et rurales et à faciliter la gestion durable des ressources naturelles en milieu urbain », a souligné un conférencier.

## Petit angle

# Il faut sauver l'arboretum de Sibang

J.M

Libreville/ Gabon

**POUR** coller au thème "Forêts et villes durables", le ministre d'Etat chargé de la Forêt et de l'Environnement, Pacôme Moubelet Boubeya, a procédé, mardi dernier, à l'Arboretum de Sibang, dans le 6e arrondissement de Libreville, au lancement des activités commémorant la Journée internationale des forêts.

A partir de cette forêt urbaine de la capitale, le ministre d'Etat a voulu attirer l'attention des populations sur l'importance de la faune et de la flore pour la survie et le bien-être de l'humanité. « Ce thème est le prolongement de la problématique. L'occasion nous est donnée



Photo : Jean Madouma

Le Pr Henri Paul Bouroubo de l'Iphamétra expliquant aux visiteurs l'utilité de l'arbre à cadenas. Photo de droite : Le fromager, arbre centenaire de Sibang, un patrimoine à préserver.



Photo : Jean Madouma

de jeter un regard prospectif sur les forêts en général, et sur la forêt urbaine dans notre pays, en particulier», a souligné le ministre d'Etat. Le représentant sous-régional de l'Organisation des Na-

tions unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Hélder Muteia, n'en pense pas moins, car il estime qu'il est aujourd'hui indispensable d'inviter les communa-

les urbaines à s'engager davantage dans l'organisation des activités autour des forêts et des arbres. « C'est une occasion de réfléchir sur l'importance des forêts. Par exemple, en plantant des arbres à des en-

droits stratégiques en zones urbaines, on rafraîchit l'air jusqu'à 8°C en moins. Ce qui se traduit par une réduction de 30% des besoins en climatisation », a-t-il souligné. En plus, a-t-il rappelé, dans les zones urbaines et en périphérie, les forêts contribuent à filtrer l'eau, permettant ainsi à des centaines de millions de personnes d'avoir accès à une eau douce de qualité. Quant à lui, le directeur de l'Institut de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle (Iphamétra), Henri Paul Bouroubo, a sollicité auprès des partenaires, un appui technique et financier pour sauver l'Arboretum de Sibang, qui devient un refuge de drogués, une véritable poubelle à ciel ouvert, à défaut de servir de toilettes pour les riverains.